Mobilisons-nous pour nos libertés les 16 et 30 janvier 2021 !

Demain samedi 16 janvier, des rassemblements contre le projet de loi Sécurité globale, auxquels la CGT-Culture appelle à participer, auront lieu sur tout le territoire. Un grand rassemblement à Paris est également prévu le samedi 30 janvier.

Surveillance de masse, grenades d'encerclement et nassage des manifestations, fichage et répression des militant·es sont autant d'outils d'un arsenal sécuritaire et constituent de graves atteintes aux libertés d'expression, d'information, de circulation et de manifester, et viennent ainsi entériner une politique répressive qui n'a fait que croître depuis le mouvement sur la loi Travail.
Le rejet du recours par le Conseil d'État de plusieurs syndicats, dont la CGT, et des associations, contre les décrets élargissant considérablement le champ de trois fichiers de police et de gendarmerie en est une parfaite illustration. Le Conseil d'État a néanmoins nuancé les décrets en précisant que les mentions sur les opinions politiques, les convictions philosophiques et religieuses, l'appartenance syndicale et les données de santé ne sauraient constituer en tant que telles des catégories de données pouvant faire l'objet d'un fichage. En revanche, dans l'hypothèse où des activités seraient susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ou à la sûreté de l'État, il sera possible de ficher ces activités, même si elles font apparaître lesdites données.

Les libertés individuelles, démocratiques, publiques et syndicales sont gravement menacées, et ce de façon totalement disproportionnée et injustifiée.

Le projet de loi Sécurité globale a également pour but d'externaliser certaines missions de service public de sécurité aux entreprises privées et de transférer à plus long terme, dans le cadre d'expérimentations, des missions de la police nationale aux polices municipales. Ainsi le droit à la sécurité ne sera plus garanti pour l'ensemble des citoyens par l'État, mais dépendra de marchés avec des entreprises privées et d'initiatives locales qui vont encore accroître les inégalités territoriales et les dérives sécuritaires.

De plus, cette politique répressive essaime à tous les niveaux. Dans la Fonction publique d'État, plusieurs affaires de répression contre des fonctionnaires citoyen.nes, ou militant·es engagé·es, lanceur·euses d'alerte nous montrent que celles et ceux qui défendent l'intérêt général sont réprimé·es alors qu'elles et ils devraient au contraire être protégé·es par leur administration. La CGT, bien souvent de façon unitaire et large, est à leurs côtés et ne lâche rien pour gagner ce combat indispensable ! Dans de nombreux ministères, les exemples de luttes menées ne manquent pas. La justice administrative a rendu des décisions récentes pour réaffirmer les libertés syndicales, nous confortant dans la légitimité de notre action.

Alors toutes et tous dans la rue les 16 et 30 janvier pour défendre nos libertés !

Le samedi 16 janvier à Paris à 14h Place Daumesnil jusqu'à Bastille

Paris, le 15 janvier 2021